



Apprendre Sans Peur

Rapport d'avancement de la campagne



Learn

without fear.

**Chaque jour, la violence
scolaire touche environ
un million d'enfants
dans le monde.**

**La violence a un impact
dévastateur sur les enfants
et ses conséquences
socioéconomiques peuvent
être considérables, tant
dans une communauté que
dans l'ensemble d'un pays.**



Apprendre
sans peur.



■ 44 pays mettent en œuvre la campagne *Apprendre Sans Peur*

Sommaire

Les principaux chiffres de la campagne	2
Introduction	4
Evolutions des législations	7
1. Protection des enfants	10
2. Châtiments corporels	11
3. Violence sexuelle	13
4. Brimades	14
Approches de la campagne pour lutter contre la violence	15
Remédier à la violence par la formation	18
Créer un environnement scolaire sûr	19
Partenariat et coordination	19
Sensibilisation de la communauté	20
Appui aux enfants affectés par la violence	22
Appel à l'action : éliminer la violence scolaire	23
L'avenir de la campagne Apprendre Sans Peur	27
Annexe A	29

Acronyms

CHI	Child Helpline International
CFS	Ecole accueillante pour les enfants
UE	Union Européenne
ONG	Organisation non gouvernementale
ODI	Overseas Development Institute
OMD	Objectif du Millénaire pour le développement
ONU	Organisation des Nations Unies
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'Enfance



Photo : © Plan / Font Thi Thanh Huyen. Enfants de la minorité ethnique Mo Nam apprenant le vietnamien : école primaire de Hieu, province de Kon Tum, Vietnam.

Les principaux chiffres de la campagne

Au cours des deux années suivant le lancement opérationnel de la campagne *Apprendre Sans Peur*, celle-ci a contribué à¹...

¹ Selon une enquête dans les 44 pays où est mise en œuvre la campagne *Apprendre Sans Peur*.

... Faire évoluer la législation

- * **Plus de 390 millions d'enfants** bénéficient maintenant d'une législation les protégeant contre différentes formes de violence à l'école
- * **Plus de 370 millions d'enfants** bénéficient d'une législation les protégeant contre les châtiments corporels
- * **Plus de 20 millions d'enfants** bénéficient d'une législation les protégeant contre les violences sexuelles
- * **Plus de 6 millions d'enfants** bénéficient d'une législation les protégeant contre les brimades
- * **Plan appuie activement** la rédaction et le développement de lois et de politiques contre la violence dans 27 autres pays

... Pousser à la création d'écoles et de communautés plus protectrices des enfants

- * **19 458 enseignants** ont été formés à des méthodes pédagogiques non violentes
- * **18 335 écoles** ont appuyé la campagne
- * **108 915 membres des familles** ont reçu une éducation au droit des enfants à être protégés contre la violence
- * **36 pays** sont en mesure de montrer l'impact positif sur les comportements résultant de la formation et de l'éducation en matière de violence
- * **Plan collabore** avec les syndicats d'enseignants pour éliminer la violence en milieu scolaire dans 19 pays

...Amener à une meilleure prise de conscience

- * **597 886 enfants** ont appuyé la campagne
- * **Plus de 94 millions de personnes** ont eu connaissance des messages de la campagne
- * **22 pays** signalent une réduction du taux d'abandon scolaire des filles dans les régions ciblées par la campagne
- * **23 pays** signalent une réduction du taux d'abandon scolaire des garçons dans les régions ciblées par la campagne



Photo : © Plan / Edison Cruz
Un enseignant aide ses élèves au Brésil.

Introduction

Chaque jour, la violence en milieu scolaire affecte environ un million d'enfants dans le monde.

La violence a souvent un impact dévastateur sur les enfants² et ses conséquences socioéconomiques peuvent être considérables, dans une communauté comme dans l'ensemble d'un pays³.

Alors que les droits des enfants sont de plus en plus reconnus à l'échelle mondiale, "le droit à l'éducation et le droit à une enfance exempte de violence" font rarement l'objet de préoccupations collectives. Le droit d'un enfant à une éducation sans violence est une problématique qui n'est pas suffisamment prise en compte et il n'existe souvent pas de réponse assez coordonnée vis-à-vis de l'ampleur de la violence en milieu scolaire qui est constatée partout dans le monde.

En octobre 2008, Plan a lancé une campagne mondiale pour éliminer la violence à l'encontre des enfants à l'école. Baptisée « Apprendre Sans Peur », cette campagne était active en août 2010 dans 44 pays du monde. En deux ans, les messages clés de cette campagne antiviolence ont touché un public de plus de 94 millions d'adultes et d'enfants, par le biais d'émissions de radio et de télévision, de dépliants, de formations et d'ateliers. Les enfants sont partie prenante à tous les aspects de la campagne – de la planification au Malawi et en Egypte, à la réalisation d'émissions de radio trois fois par semaine au Sénégal et à la participation à des projets collaboratifs d'art régional dans toute l'Asie. Travaillant avec les écoles, les communautés locales et les gouvernements nationaux partout dans le monde, la campagne *Apprendre Sans Peur* apporte la preuve qu'il est possible d'en finir avec la violence à l'école – par un engagement et par l'éducation de ceux qui sont en mesure d'arrêter cette violence.

2 Plan (2008). *Apprendre Sans Peur : Campagne mondiale pour en finir avec la violence à l'école*. Woking, Plan.

3 Overseas Development Institute et Plan (publication prévue en 2010). *Economic Impact of Social Violence*. Londres, ODI.

Par cette campagne, Plan œuvre en faveur d'un monde dans lequel :

- 1. Personne ne peut infliger en toute impunité des violences aux enfants à l'école.**
- 2. Les enfants sont en mesure de signaler des incidents violents et ils s'attendent à bénéficier d'une prise en charge et d'un appui appropriés lorsqu'ils sont touchés par des violences scolaires.**
- 3. Les enfants sont reconnus comme des participants essentiels à l'élaboration de stratégies et de solutions pour s'attaquer à la violence en milieu scolaire.**
- 4. Les gouvernements mettent en place des systèmes de collecte des données holistiques et conduisent des recherches pour évaluer l'ampleur et la gravité de la violence à l'école.**
- 5. Les gouvernements et les organisations internationales allouent des ressources importantes à la lutte contre la violence en milieu scolaire.**
- 6. Les agences des Nations Unies, les bailleurs de fonds multilatéraux, les banques de développement et les ONG internationales renforcent leur appui aux gouvernements pour lutter contre la violence à l'école.**
- 7. Les élèves, les parents, tout le personnel scolaire et la communauté collaborent pour en finir avec la violence à l'école⁴.**

Le présent rapport répond à un double objectif fondamental : en premier lieu, il prend acte des succès de la campagne afin que les enfants du monde entier soient préservés de la violence à l'école ; en deuxième lieu, il a pour but d'inviter les ONG, les gouvernements et les agences des Nations Unies à intégrer dans leurs politiques et initiatives en matière d'éducation, l'objectif de l'élimination de la violence scolaire. Tous les faits et chiffres contenus dans ce rapport sont issus des 44 pays où se déroule la campagne, où des enquêtes importantes ont été réalisées entre mai et juillet 2010.

⁴ Plan (2008). *Apprendre Sans Peur : Campagne mondiale pour en finir avec la violence à l'école*, p.54. Woking, Plan.

Photo : © Plan / Alf Berg
Tableau montrant l'assiduité des élèves dans une école du Libéria.



Attendance	
Boys	8
Girls	3
Total	11

Evolution des législations

Quand la législation ne protège pas explicitement les enfants contre la violence scolaire, aucune obligation légale ne s'impose aux pays et aux citoyens en cas d'actes violents sur les enfants.

La législation est indispensable pour garantir le droit d'un enfant à une éducation sûre. Au niveau international, la Convention des Nations Unies relative aux Droits de l'Enfant (CDE) tente de rendre explicites les droits civils, politiques, économiques, sociaux et culturels des enfants. Entrée en vigueur en septembre 1990, elle a été ratifiée par 194 pays au total, mais il n'existe à ce jour aucune procédure de plainte dans le cadre de la Convention, c'est-à-dire aucun recours légal en cas de violation des droits des enfants. L'élimination de la violence scolaire nécessite des législations nationales précises s'appuyant sur les principes de la Convention relative aux Droits de l'Enfant. Plus spécifiquement, une législation nationale forte est indispensable dans ces trois domaines :

- Châtiments corporels
- Violences sexuelles
- Brimades

Voir l'Annexe A pour le détail du statut législatif de ces questions au début de la campagne.

Depuis le début de la campagne, près de 400 millions d'enfants supplémentaires ont été protégés contre la violence scolaire, grâce aux nouvelles législations adoptées dans un ou plusieurs de ces domaines et grâce aux efforts entrepris pour appliquer les législations existantes. Plan a participé à ces évolutions législatives de différentes façons.

Reconnaissant la nécessité de mettre en place des changements radicaux dans la législation pour éliminer la violence, plus de la moitié des pays impliqués dans la campagne font activement pression sur leur gouvernement dans le domaine de la violence scolaire. Nombreux sont les gouvernements qui appuient activement la campagne *Apprendre Sans Peur* : citons le Ministre de l'Education de Guinée, le Secrétaire d'Etat à l'Education au Cameroun et le gouvernement de Thaïlande, qui a lancé sa propre campagne contre la violence.

Malgré les défis découlant des normes sociales, traditionnelles et culturelles, *Apprendre Sans Peur* a permis l'établissement de liens entre les gouvernements et les acteurs des ONG dans la lutte contre la violence scolaire. Les bureaux de Plan participant à la

Photo : Plan / Mark Read
Fournitures scolaires apportées aux élèves par Plan Sierra Leone.



campagne coopèrent avec le gouvernement tant au niveau local que national pour collecter des informations et des éléments factuels nécessaires pour en finir avec la violence à l'école. Le rapport « Too often in silence »⁵ préparé par un bureau régional de Plan en partenariat avec d'autres ONG est un exemple de ce type. Ce rapport, qui fait la lumière sur la réalité de la violence scolaire en Afrique de l'Ouest, sert de base de données factuelles qui permet de faire du lobbying auprès des gouvernements nationaux et des institutions régionales.

Les enfants sont protégés contre la violence à l'école grâce à des changements dans quatre domaines législatifs.

1. Droits généraux des enfants
2. Châtiments corporels
3. Violences sexuelles
4. Brimades

⁵ UNICEF, Plan Afrique de l'Ouest, Save the Children Sweden et ActionAid (2010). *Too often in silence : A report on school-based violence in West and Central Africa*. Woking, Plan.

1. Droits généraux des enfants : évolutions législatives

Dans certains pays, les trois domaines législatifs traitant spécifiquement des 3 grands types de violence scolaire – châtiments corporels, violence sexuelle et brimades – sont abordés collectivement par le biais d’une législation sur les droits des enfants.

LIBERIA

En présentant des expériences de programme reposant sur des données factuelles, Plan a contribué à la préparation de la Loi sur les Enfants du Liberia, un texte législatif adopté en juin 2010 qui protège les droits fondamentaux de tous les enfants. Ce texte inclut des dispositions relatives au tribunal pénal spécifiquement habilité à entendre les affaires de violence contre les enfants et il stipule que la protection des enfants doit faire obligatoirement partie de la formation des enseignants. La Loi sur les Enfants prévoit aussi des dispositifs de suivi précis pour la nouvelle Loi du Liberia contre le viol.

LAOS

Plan a joué un rôle de premier plan au sein du Groupe de travail du Secteur de l’Education Gouvernement-Bailleurs de fonds, une instance influente composée de différentes ONG sur les droits des enfants au Laos et qui a débouché en 2009 sur une loi détaillée sur la protection des droits des enfants.

Photo : Plan / Do Thi Thanh Huyen
Enfants de la province de Ha Giang.



2. Châtiments corporels : évolutions législatives

Bien que 194 pays aient ratifié la Convention des Nations Unies relative aux Droits de l'Enfant, les châtiments corporels demeurent légaux dans 89 pays. On trouvera ci-dessous les récents succès de la campagne qui contribuent à la réalisation de notre vision d'un monde dans lequel les châtiments corporels sont illégaux dans tous les pays :

PHILIPPINES

Aux Philippines, Plan participe activement au plaidoyer législatif à propos du projet de loi interdisant les châtiments corporels. Lorsqu'il sera adopté, ce texte législatif protégera plus de 21 millions d'enfants des Philippines.

ZIMBABWE

L'enquête de référence réalisée par Plan au Zimbabwe en 2008 et portant sur les châtiments corporels a servi d'élément probant majeur dans la décision récente de réviser l'Instrument statutaire 362 de la Loi sur les Enfants. Il stipulait initialement que le recours par leurs enseignants aux châtiments corporels à l'encontre des garçons était acceptable. Grâce à cette révision, plus de deux millions de garçons sont maintenant protégés par la loi contre les coups portés par les enseignants.

PAKISTAN

Plan a participé activement à l'élaboration du projet de loi portant amendement en faveur de la protection des enfants qui est actuellement en attente au Parlement pakistanais et qui inclut des mesures de lutte contre les châtiments corporels.

INDE

Plan a fait du lobbying en faveur de la ratification de la Loi sur le Droit à l'Éducation qui a été votée par le Parlement en 2009. Cette loi prévoit une interdiction nationale des châtiments corporels dans les écoles et elle inclut des dispositions spécifiques protégeant les enfants contre le harcèlement physique ou mental, prévoyant que les contrevenants seront punis par la loi.

SUD-SOUDAN

L'Assemblée législative du Sud-Soudan a adopté fin 2008 la Loi sur les Enfants interdisant les châtiments corporels et d'autres abus. Plan travaille actuellement avec les parties prenantes gouvernementales pour renforcer l'application de cette loi.

TOGO

Plan appuie les efforts du Secrétaire général du Ministère de l'Éducation pour la mise en place d'un plan d'action sur des mesures de lutte contre les châtiments corporels et la création d'un comité national consacré à ce problème.

Ces exemples d'avancées et d'autres succès ont contribué à assurer une protection législative contre les châtiments corporels à plus de 372 millions d'enfants dans le monde depuis le lancement de la campagne.

3. Violence sexuelle : évolutions législatives

La législation relative à la violence sexuelle est souvent considérée à tort comme intéressant surtout les filles.

Plus spécifiquement, le défi pour faire évoluer ce domaine législatif réside dans la nécessité d'assurer un appui déjà important à l'égalité entre les sexes, faisant office de précurseur du plaidoyer en faveur d'une législation pour lutter contre la violence sexuelle. Dans le contexte de la campagne *Apprendre Sans Peur*, les approches stratégiques adoptées pour le plaidoyer en faveur de changements dans la législation sur la violence sexuelle ont tendance à être spécifiques à chaque pays. La section suivante met en évidence quelques-uns des meilleurs exemples de succès récents dans ce domaine.

KENYA

Plan a participé activement au réexamen et à la révision des directives de la Commission de Service des Enseignants (TSC), le principal employeur de tous les enseignants du public, pour aider à protéger les enfants contre la violence sexuelle perpétrée par les enseignants. Plan participe aussi au réexamen des pratiques de la commission, pour qu'elle agisse dans le respect de lois telles que la Loi sur les délits sexuels et la Loi sur les Enfants, qui comportent toutes les deux un mandat légal pour éliminer la violence scolaire.

TANZANIE

Plan appuie l'application de la Loi sur les Enfants 2009 de Tanzanie en fournissant une formation à la lutte contre la violence sexuelle, notamment par le signalement des incidents. Cette loi protège explicitement les enfants contre toutes les formes d'abus sexuels.

Depuis le lancement de la campagne, ces différents succès, entre autres, ont contribué à la mise en place d'une protection législative contre la violence sexuelle à l'école pour 20 millions d'enfants du monde.

4. Brimades : Evolutions législatives

Les brimades forment un domaine législatif particulièrement délicat car elles sont acceptées culturellement dans de nombreuses régions du monde comme un élément inhérent à la vie scolaire. Par conséquent, il y a un vide législatif significatif dans la lutte contre les brimades à l'école. Des progrès notables ont été accomplis dans ce domaine, notamment :

BRESIL

Plan conseille et appuie le Congrès brésilien sur un projet de loi anti-brimades en cours d'étude. Il existe actuellement des lois dans quatre Etats du Brésil, mais aucune législation au niveau national.

NICARAGUA

En 2009, Plan a contribué à promouvoir l'adoption de l'Accord ministériel (N°134-2009) qui interdit aux enseignants, aux autorités et au personnel scolaire d'infliger une souffrance physique, morale ou psychologique. Actuellement, Plan appuie les efforts entrepris pour inclure l'interdiction des châtiments corporels dans le Code de la Famille⁶ du Nicaragua.

VIETNAM

Plan a participé à un effort des ONG pour inclure la lutte contre les brimades dans la Loi sur le Code pénal de l'Education au Vietnam. Grâce à cet effort, le Ministère de l'Education a été conduit à publier une « note de service » en mars 2010 qui a valeur de cadre légal pour les échelons inférieurs du gouvernement et qui renforce les règlements portant sur la prévention des brimades et de la violence entre les élèves.

Depuis le lancement de la campagne, ces succès ainsi que d'autres remportés au niveau national ont contribué à la mise en œuvre d'une protection législative contre les brimades à l'école profitant à plus de six millions d'enfants du monde.

La campagne nous a permis d'aider les enfants, surtout ceux qui étaient marginalisés. Nous pouvons maintenant espérer que leur avenir sera meilleur.

Patricia Mbatia,
Chef communautaire, Kenya

⁶ Le Code de la Famille est la section de la Constitution nicaraguayenne qui stipule que les relations familiales doivent reposer sur le respect, la solidarité et l'égalité absolue des droits et des responsabilités pour les hommes et les femmes.

Photo : Plan / Sin Miedo
Participante s'exprimant lors du lancement de la campagne Apprendre
Sans Campagne dans la municipalité d'El Paisnal, El Salvador.



Approches de la campagne pour lutter contre la violence

Tout au long de l'histoire et dans différentes cultures, certains ont considéré la violence contre les enfants comme un comportement acceptable.

Partant de l'idée que l'éducation peut entraîner un changement des perceptions, des attitudes et des comportements culturels répandus à propos des pratiques violentes, la campagne œuvre à changer la perception de la violence par toute une série de moyens.

UN TRAVAIL AU NIVEAU LOCAL

Ces moyens incluent l'éducation des familles quant à l'impact de la violence sur les enfants, la formation des enseignants à des méthodes disciplinaires non violentes, l'élaboration de procédures et de pratiques pour des écoles non violentes, le travail en partenariat avec les organisations des communautés locales et la sensibilisation à ces problématiques.

Les données probantes recueillies dans les différents pays où la campagne est en place laissent entendre que ces méthodologies contribuent à des changements débouchant sur une diminution des comportements violents ce qui peut ensuite aider à réduire les taux d'abandon scolaire⁷.

LE LOBBYING DES ENFANTS

Ainsi que le montre l'ensemble de la campagne, les enfants ont activement participé à des initiatives clés pour la protection de leurs droits tant au niveau national que mondial. Quelques faits saillants de la participation active des enfants :

- Au Liberia, des représentants du Parlement des Enfants ont rencontré différents représentants du gouvernement pour encourager l'élaboration de la Loi sur les Enfants, qui a ensuite été adoptée.
- En Bolivie, 190 filles et garçons ont participé à un débat organisé par Plan à l'Assemblée nationale sur le thème de la violence en milieu scolaire.
- Des enfants du Ghana ont fait part de leur expérience et appelé à une action mondiale pour éliminer la violence à l'école, lors de la session des Nations Unies sur la Violence à l'encontre des enfants en 2009.

Apprendre Sans Peur... a contribué à modifier les attitudes des enseignants et des parents envers les châtiments corporels et les autres formes de maltraitance des enfants qui étaient largement répandues.

Directeur,
Ecole primaire de Kikule, Kenya

⁷ EveryChild (2010). *Protect for the future: placing children's protection and care at the heart of achieving the MDGs*, p.16. Londres, EveryChild.

UN PARTENARIAT AVEC LES SYNDICATS D'ENSEIGNANTS ET LES AUTORITÉS DE L'ÉDUCATION

Des rapports de travail et des partenariats étroits et constructifs avec les syndicats d'enseignants et les autorités de l'éducation sont reconnus comme étant parmi les moyens les plus efficaces de faire respecter la législation protégeant les enfants contre la violence. Depuis le début de la campagne *Apprendre Sans Peur*, les membres de la campagne ont aidé à créer ces liens avec les syndicats d'enseignants et les autorités de l'éducation dans 19 pays. Par exemple, Plan travaille au Pakistan avec l'Association des enseignants du Pendjab qui représente environ 500 adhérents et Plan El Salvador travaille avec les syndicats d'enseignants qui représentent 15 000 adhérents.

EDUQUER LES FAMILLES ET LES PARENTS

Les pratiques violentes sont souvent acquises à la maison. Les enfants qui reçoivent des coups dans leur famille présentent plus de risques de frapper d'autres enfants, reproduisant les comportements qu'ils ont appris⁸. Pour remédier à cette situation, la campagne travaille directement avec les familles, les informant sur les droits des enfants et sur l'impact négatif des pratiques violentes sur leurs enfants. A ce jour, Plan a travaillé avec près de 109 000 parents et membres des familles dans le monde entier. Interrogés à ce sujet, les membres formés de 36 pays sur 44 ont estimé que la formation contribuait à un changement positif des comportements.

J'ai appris qu'il fallait que j'arrête de frapper mes enfants. Je ne veux pas qu'ils connaissent ce que j'ai subi en étant battu par mon père.

Participant aux sessions du Congrès municipal des parents et du Service d'efficacité parentale, Philippines



Photo : Plan / Natasha Kamal
Enseignantes élaborant de nouvelles stratégies pendant une séance de formation au Pakistan.

8 Stormont, Timothy J. Lewis (2008). Implementing Positive Behaviour Support Systems in Early Childhood and Elementary Settings.

messages appris par le biais de la campagne, cherchant proactivement à apporter d'autres changements. Par exemple, dans la Province de Shaanxi, en Chine, les membres des communautés ont exprimé le souhait d'en savoir plus sur la façon d'en finir avec la violence contre les enfants.

Aux Philippines, les parents profitent des réunions des Associations Parents-Enseignants pour collaborer avec les enseignants dans l'élaboration de moyens pour en finir avec la violence⁹.

Remédier à la violence par la formation

Les enseignants sont reconnus comme partenaires essentiels de la campagne pour éliminer la violence contre les enfants à l'école.

Depuis le début de la campagne, plus de 19 000 enseignants ont été formés aux méthodes pédagogiques non violentes. Par conséquent, 37 des 44 pays de la campagne signalent une augmentation des pratiques non violentes chez les éducateurs. Au Pérou, la formation des enseignants inclut même des cours sur la gestion de la colère.

Outre les enseignants, plusieurs autres professions exercent un travail qui les met directement en contact avec les enfants – ou qui peut avoir un impact significatif sur le bien-être de ceux-ci – notamment les journalistes, la police, les avocats et les chefs religieux. Bien que la campagne n'offre pas actuellement le même niveau de formation à ces personnes, quelques bonnes pratiques émergent de la fourniture d'une formation aux professionnels côtoyant des enfants.

En Indonésie, par exemple, plus de 1 000 chefs communautaires ont été formés aux droits et à la participation des enfants. Au niveau mondial, ce sont près de 600 journalistes qui ont reçu une formation à ces problématiques en rapport avec la violence à l'école.

D'autres gouvernements, notamment la Zambie, prévoient aussi des dispositifs de formation des agents de police et des travailleurs sociaux pour appuyer la réduction de la violence à l'école.

Je sous-estimais la gravité des brimades et des châtiments corporels à l'école. Nous avons besoin de mettre ces cas en évidence.

Farai Matebvu, journaliste participant à la formation *Apprendre Sans Peur*, Zimbabwe

⁹ Plan (2008). *Apprendre Sans Peur*: Campagne mondiale pour en finir avec la violence à l'école, p.54. Woking, Plan.

Créer un environnement scolaire sûr

Plusieurs exemples d'initiatives mises en place dans le cadre de la campagne *Apprendre Sans Peur* tendent à promouvoir et à renforcer la création d'un environnement scolaire sûr, sans violence, pour les élèves et le personnel :

- En Guinée Bissau, un élève de 11 ans brise la baguette de l'enseignant devant toute la classe, un acte symbolique qui signifie la fin des châtiments corporels dans son école.
- En Tanzanie, la campagne se focalise sur l'élimination de la violence sexuelle à l'école. Pour y parvenir, l'une des activités a consisté à créer des dortoirs sécurisés pour les filles dans le district de Jukwaa ka Wakoto – 200 filles bénéficient maintenant d'une protection 24 heures sur 24.
- Au Niger, 100 % des 133 écoles où travaille Plan ont créé des plans d'action spécifiques définissant des moyens concrets pour éliminer la violence à l'école dans chaque contexte particulier.
- Au Bangladesh, les directeurs d'école et les enseignants se sont publiquement engagés à mettre un terme aux châtiments corporels en affichant des déclarations signées à l'entrée de leurs écoles.

Partenariat et coordination

Pour maximiser l'impact, la campagne travaille au niveau stratégique autant que possible dans le cadre de partenariats. Comme l'explique un employé d'une ONG locale du Liberia : “La lutte contre la violence à l'école nécessitera notre effort et nos ressources collectives”.

Beaucoup de campagnes nationales sont lancées en partenariat étroit et en collaboration avec les gouvernements – par exemple l'équipe de campagne de base du Népal se compose de représentants du Ministère de l'Education, du Département de l'Education, du Centre national pour le développement éducatif, de l'UNICEF, de Save the Children et de Plan. Les enfants des



Photo : © Plan
Comité consultatif d'enfants, Plan Inde.

pays de la région Asie travaillent aussi en collaboration avec des institutions. Le festival des Jeunes Cœurs, par exemple, a réuni en octobre 2009 des jeunes talents du Bangladesh, d'Inde, d'Indonésie, des Philippines, de Thaïlande et du Vietnam venus s'exprimer contre la violence scolaire. D'autres participants ont été des personnalités des arts et des médias ainsi que le Premier ministre de Thaïlande. Leurs efforts ont permis de produire des films, des émissions de télévision et de radio, des manifestations musicales, des enregistrements, des nouvelles, des poèmes, des productions théâtrales, des bandes dessinées, des affiches et autres objets d'arts visuels – le tout exprimant les perspectives des jeunes et des expériences de violence à l'école, diffusé à des millions de personnes.

Sensibilisation de la communauté

Plus d'un demi-million d'enfants ont participé à des activités pour faire connaître les messages de la campagne, sensibilisant leurs pairs, leurs communautés et leurs pays.

Voici quelques exemples illustrant ces activités motivantes et passionnantes :

- En Colombie et au Bangladesh, les jeunes exploitent le pouvoir du théâtre pour raconter des histoires de violence à l'école.
- En Equateur, six écoles ont maintenant leurs propres émissions de radio pour parler des droits des enfants, de la santé sexuelle et de la reproduction.
- Au Bangladesh, Plan a communiqué sur une chaîne de télévision nationale (Ekushe Television) à propos de l'impact de violence contre les enfants à l'école et sur ce qui peut être fait pour y remédier, une émission diffusée à 156 millions de personnes.
- Au Rwanda et au Burkina Faso, les enfants écrivent dans leurs journaux locaux des articles sur la campagne *Apprendre Sans Peur* pour faire connaître la réalité de la violence à l'école et pour communiquer sur les activités de la campagne en réponse à leurs préoccupations.
- Au Mali, les enfants utilisent de nouvelles méthodes médias. Dans chaque conseil, vingt enfants ont reçu une formation aux communications en ligne pour exposer leur expérience et appeler à l'action sur le thème de la violence à l'école.
- En Ethiopie, les enfants ont utilisé la Grande course d'Ethiopie pour faire connaître la campagne en obtenant que Paula Radcliffe, Médaille d'or olympique, accepte d'être son ambassadrice en courant avec le tee-shirt de la campagne. Les organisateurs de la course ont ainsi pu faire la promotion de la campagne et des centaines d'autres athlètes ont également porté le tee-shirt marqué *Apprendre Sans Peur*. Tous ces efforts ont permis d'obtenir une vaste couverture médiatique dans le pays.

La sensibilisation joue un rôle essentiel dans les changements d'attitudes et de perception des droits des enfants, de l'importance d'une éducation sans violence et de la nécessité de comprendre comment y parvenir. Les efforts de la campagne se poursuivront pour assurer la recherche de stratégies de sensibilisation efficaces.

Après avoir reçu la formation de pair à pair d'Apprendre Sans Peur, je comprends mieux mes droits dans la société et je sais combien ils sont importants. Je peux partager ces connaissances avec d'autres enfants et les adultes pour que les enfants de ma région ne soient plus battus à la maison et à l'école.

Sokha, 17 ans,
Sierra Leone

Appui aux enfants affectés par la violence

La campagne aide des milliers d'enfants affectés par la violence à l'école. Les initiatives de la campagne ont eu les résultats suivants :

- 27 des 44 pays participant à la campagne ont amélioré leurs « systèmes de signalement de la violence scolaire », des mécanismes offrant aux enfants la possibilité de signaler des incidents violents et de poursuivre leurs auteurs.
- Au Mali, 100 % des écoles où travaille Plan ont des mécanismes efficaces de signalement de la violence scolaire. Au Malawi, 2 districts sur 5 utilisent un système de boîtes « heureux » et « triste » dans lesquelles les enfants signalent leur expérience de violence scolaire, selon qu'ils pensent que cette expérience est bonne ou mauvaise (c'est-à-dire que la situation en matière de violence s'améliore ou non). En République Dominicaine, Plan a créé un nouveau site Internet permettant aux enfants et aux adultes de signaler des incidents de violence : www.planrd.org/contactos.html
- 36 des pays de la campagne assurent l'accès à une assistance médicale pour les blessures résultant de violences scolaires et 28 pays offrent en outre des services de prise en charge psychologique aux enfants affectés. Au Guatemala, Plan travaille en partenariat avec une organisation médicale qui assure l'appui médical et psychologique aux enfants touchés par la violence dans toutes les provinces.
- 31 pays de la campagne assurent une assistance juridique afin que les auteurs de violences soient punis pour leurs actes. Au Bénin par exemple, Plan fournit un appui juridique aux parents dont les enfants sont morts suite à des violences physiques perpétrées par un enseignant.

La campagne *Apprendre Sans Peur* vise à créer un monde dans lequel ces actions ne seront plus nécessaires mais, en attendant cela, elle demandera un appui pour les enfants qui ont souffert de violences.

Photo : © Plan
Fillette déposant une suggestion dans une boîte de communication, Malawi.



Appel à l'action – l'élimination de la violence scolaire doit être reconnue comme un préalable à la scolarisation et à la rétention de tous les enfants

Au niveau mondial, deux initiatives majeures des Nations Unies œuvrent à améliorer l'éducation partout dans le monde, par un effort mondial concerté d'ici à 2015.



Photo : © Plan
Ces enfants jouent au centre de formation des enseignants, Guinée-Bissau.

Les deux initiatives des Nations Unies sont :

**L'Objectif du Millénaire pour le développement (OMD) 2 :
l'éducation primaire universelle**

D'ici à 2015, faire en sorte que tous les enfants, filles et garçons, accomplissent un cycle complet de scolarité primaire.

Education pour tous – UNESCO

Répondre aux besoins d'apprentissage de tous les enfants, jeunes et adultes d'ici à 2015.

Les conclusions de la campagne *Apprendre Sans Peur* montrent de quelle manière celle-ci contribue directement à ces initiatives et joue un rôle fondamental dans leur réalisation. Ces initiatives incluent des efforts mondiaux pour faciliter la scolarisation et la rétention des enfants. Cependant, le problème de la violence scolaire ne constitue pas actuellement un objectif prioritaire de ces deux agendas.

Les indicateurs utilisés actuellement pour mesurer les progrès accomplis dans ces deux agendas ne mentionnent nulle part l'élimination de la violence scolaire. Il est donc impératif d'avancer pour y intégrer l'élimination de la violence à l'école, faute de quoi les objectifs les plus larges en matière d'éducation seront considérablement affaiblis.

Il existe un lien net entre la campagne *Apprendre Sans Peur* et l'agenda des OMD. L'objectif 2 du Millénaire pour le développement, l'Éducation primaire universelle, explique en ces termes les facteurs de réussite de l'OMD :

2.1 Taux net de scolarisation dans l'enseignement primaire

2.2 Proportion d'élèves entrant au niveau 1 et atteignant le dernier niveau de l'école primaire

La campagne *Apprendre Sans Peur* a pour effet d'augmenter le nombre d'enfants scolarisés et qui restent à l'école. La violence scolaire, ou la peur de la violence, n'est pas la seule raison pour laquelle les enfants, garçons et filles, ne s'inscrivent pas à l'école ou abandonnent l'école – mais c'est une des raisons clés¹⁰. Cela apparaît clairement dans les améliorations apportées dans ces deux domaines, là où la campagne est mise en œuvre.

ATTIRER LES ENFANTS A L'ECOLE

Au Liberia, on a signalé un accroissement des effectifs scolaires dans les 100 écoles où la campagne est appliquée. En 2008, les effectifs scolarisés étaient respectivement de 53 pour cent pour les garçons et de 47 pour cent pour les filles. En 2009, ils étaient passés respectivement à 63 et 55 pour cent. Au Laos, les taux de scolarisation ont augmenté dans le premier niveau de l'éducation de base de Plan et dans le programme de protection des enfants.

RETENIR LES ENFANTS A L'ECOLE

Les résultats d'enquête de la campagne ont révélé que les deux tiers des personnes participant à la campagne ont observé une diminution des taux d'abandon scolaire au cours des deux dernières années.

- En Ethiopie, une revue de la campagne dans 85 écoles a fait apparaître que la campagne était l'un des facteurs contribuant à la réduction du taux d'abandon scolaire.

¹⁰ EveryChild (2010). *Protect for the future: placing children's protection and care at the heart of achieving the MDGs*, p.16. Londres, EveryChild.

Au Brésil, un élève de 13 ans a été absent de l'école pendant 14 jours sur 22. On l'a retrouvé alors qu'il mendiait dans la rue. Il n'était pas allé à l'école parce que ses camarades l'affublaient de sobriquets et mettaient en cause sa masculinité. Le personnel de Plan a parlé à son enseignant. Maintenant cet élève signale les incidents et ne manque plus les cours.

- En Ouganda, le pourcentage de garçons achevant le cycle complet du primaire a augmenté dans les régions où la campagne est appliquée.
- Dans une région du Bangladesh où la campagne est active, le taux d'abandon scolaire des garçons a été réduit de 15 à 12 pour cent l'an dernier et le taux d'abandon des filles a diminué de 12 à 8 pour cent.
- Au Cambodge, les taux moyens d'abandon scolaire dans trois provinces ont baissé de 10,2 à 9,7 pour cent depuis le début de la campagne.
- Au Togo, le personnel de la campagne a constaté que les filles qui craignaient la violence à l'école et abandonnaient leur scolarité sont revenues depuis le début des opérations de la campagne.

Parvenir à l'éducation primaire universelle complète est le but du deuxième OMD, en reconnaissant le rôle de l'éducation dans l'élimination de la pauvreté et la possibilité offerte aux enfants d'améliorer leur vie. Des avancées importantes ont été obtenues depuis 2000 : des milliards de dollars ont été consacrés à la construction de nouvelles écoles, au versement des salaires des enseignants et à l'achat de nouveaux manuels, mais ces efforts sont vains si les enfants ont trop peur d'aller à l'école.

Il est crucial d'éliminer la violence à l'école si l'on souhaite permettre aux enfants de recevoir l'éducation de qualité à laquelle ils ont droit.

Photo : © Plan
Break dance au lancement de la campagne Apprendre Sans Peur à Cartagena, Colombie.



L'avenir de la campagne Apprendre Sans Peur

Apprendre Sans Peur va continuer à plaider pour l'élimination de la violence scolaire et pour permettre aux enfants de réclamer l'éducation à laquelle ils ont droit.

Plan va continuer à œuvrer pour un monde libéré de la violence scolaire :

- Le lobbying rappelant les appels initiaux à l'action va se poursuivre dans tous les pays.
- Les écoles et les communautés vont devenir plus protectrices des enfants, grâce à un travail sur des mesures de prévention reposant sur toute une série de moyens comme la formation, le partage des bonnes pratiques et la sensibilisation.
- Les campagnes nationales continueront à développer des activités tant au niveau des communautés que des pays, pour veiller à ce que les deux niveaux soient pris en compte simultanément dans le pays.
- La campagne se focalisera sur les domaines où les enfants sont les plus vulnérables et marginalisés.
- Un engagement mondial sera obtenu sur l'importance qu'il y a d'éliminer la violence scolaire afin de dérouler les autres agendas en matière d'éducation.

En dépit des progrès déjà accomplis, il y a des enfants qui, aujourd'hui encore, ont trop peur d'aller à l'école. *Apprendre Sans Peur* cherche à modifier cette situation en créant un monde dans lequel tous les enfants peuvent apprendre dans un environnement scolaire sûr et sans violence.



Photo : © Plan
Elèves d'une école accueillante pour les enfants (CE) disposant de toutes les mesures de sécurité nécessaires, Togo.

Annexe A

Synthèse du statut légal* des châtiments corporels, de la violence sexuelle et des brimades d'enfants en milieu scolaire, dans les pays où travaille Plan

Statut	Interdiction dans l'école			Date de ratification de la Convention relative aux Droits de l'Enfant (CDE), 1989	Population scolaire **
	Châtiments corporels	Violence sexuelle	Brimades		
ASIE					875 353 304
Bangladesh	NON	OUI	NON	3 août 1990	52 984 897
Cambodge	PARTIELLE	OUI	NON	15 octobre 1992 (a)	5 218 653
Chine	OUI	OUI	NON	2 mars 1992	281 709 015
Inde	PARTIELLE	OUI	NON	11 décembre 1992 (a)	368 633 695
Indonésie	NON	OUI	NON	5 septembre 1990	59 415 622
Laos	OUI	OUI	NON	8 mai 1991 (a)	2 110 707
Népal	NON	OUI	NON	14 septembre 1990	9 704 853
Pakistan	PARTIELLE	NON	NON	12 novembre 1990	55 289 030
Philippines	OUI	OUI	NON	21 août 1990	21 740 618
Sri Lanka	NON	OUI	OUI	12 juillet 1991	4 333 106
Thaïlande	NON	OUI	NON	27 mars 1992 (a)	13 796 172
Timor Leste	NON	OUI	NON	16 avril 2003	416 936
Vietnam	NON	OUI	NON	28 février 1990	non disponible

Statut	Interdiction dans l'école			Date de ratification de la Convention relative aux Droits de l'Enfant (CDE), 1989	Population scolaire **
	Châtiments corporels	Violence sexuelle	Brimades		
AFRIQUE					190 828 863
Bénin	NON	OUI	NON	3 août 1990	3 410 630
Burkina Faso	OUI	OUI	NON	31 août 1990	6 040 790
Cameroun	OUI	OUI	NON	11 janvier 1993	6 865 394
Egypte	OUI	OUI	NON	6 juillet 1990	22 321 233
Ethiopie	OUI	OUI	NON	14 mai 1991 (a)	32 112 742
Ghana	NON	OUI	NON	5 février 1990	8 490 325
Guinée	OUI	OUI	NON	13 juillet 1990 (a)	3 988 004
Guinée Bissau	OUI	OUI	NON	20 août 1990	624 178
Kenya	OUI	OUI	NON	30 juillet 1990	14 629 496
Liberia	NON	OUI	NON	4 juin 1993	1 487 830
Malawi	OUI	OUI	NON	2 janvier 1991 (a)	5 972 594
Mali	OUI	OUI	NON	20 septembre 1990	5 381 285
Mozambique	NON	OUI	NON	26 avril 1994	8 621 962
Niger	NON	OUI	NON	30 septembre 1990	5 735 149
Rwanda	NON	OUI	NON	24 janvier 1991	3 786 394
Sénégal	OUI	OUI	NON	31 juillet 1990	4 850 233
Sierra Leone	NON	OUI	NON	18 juin 1990	2 197 320
Soudan	PARTIELLE	OUI	NON	3 août 1990	12 479 492
Tanzanie	NON	OUI	NON	10 juin 1991	15 276 605
Togo	OUI	OUI	NON	1 août 1990	2 683 371
Ouganda	NON	OUI	NON	17 août 1990	13 094 731
Zambie	OUI	OUI	NON	6 décembre 1991	5 292 624
Zimbabwe	NON	OUI	NON	11 septembre 1990	5 486 481

Statut	Interdiction dans l'école			Date de ratification de la Convention relative aux Droits de l'Enfant (CDE), 1989	Population scolaire **
	Châtiments corporels	Violence sexuelle	Brimades		
AMERIQUE LATINE					96 354 709
Bolivie	NON	OUI	NON	26 juin 1990	3 164 452
Brésil	NON	OUI	NON	24 septembre 1990	48 080 699
Colombie	NON	OUI	NON	28 janvier 1991	12 693 522
République Dominicaine	OUI	OUI	NON	11 juin 1991	3 090 390
Equateur	OUI	OUI	NON	23 mars 1990	3 650 170
El Salvador	OUI	OUI	NON	10 juillet 1990	2 209 342
Guatemala	NON	OUI	NON	6 juin 1990	5 307 317
Haïti	OUI	OUI	NON	8 juin 1995	3 649 197
Honduras	OUI	OUI	NON	10 août 1990	2 520 067
Nicaragua	NON	OUI	NON	5 octobre 1990	1 904 707
Paraguay	NON	OUI	NON	25 septembre 1990	2 093 687
Pérou	NON	OUI	NON	4 septembre 1990	7 991 159

***Notes**

Partielle : Interdiction dans certains Etats, écoles publiques, écoles primaires ** et/ou établissements préscolaires

• a : Accession

Sources :

- Châtiments corporels : The Global Initiative to End All Corporal Punishment of Children (endcorporalpunishment.org)
- Sexual violence, bullying and the ratification of the CRC: Nicola Jones, Karen Moore, Eliana Villar-Marquez et Emma Broadbent (2008) Painful lessons: the politics of preventing sexual violence and bullying at school. Londres : ODI
- Données de démographie scolaire : Institut de statistique de l'UNESCO stats.uis.unesco.org/unesco/Tab leViewer/document.aspx?ReportId=136&IF_Language=eng&BR_Topic=0 (Dernier accès le 06 août 2008)

* Statut de la législation en date de mai 2008.

** Les chiffres de la démographie scolaire incluent uniquement les établissements préscolaires, primaires et secondaires.

Tout cela serait impossible sans l'appui bienveillant de personnes et d'organisations qui font des dons généreux à Plan. Merci pour votre soutien dans notre mission d'en finir avec la violence à l'école.

Couverture : © Plan, un homme corrige le cahier d'un jeune garçon, Colombie

Publié par Plan Limited, Chobham House, Christchurch Way, Woking, Surrey GU21 6JG, Royaume-Uni.

Plan Limited est une filiale à part entière de Plan International, Inc. (organisation à but non lucratif immatriculée dans l'Etat de New York, Etats-Unis). Société à responsabilité limitée immatriculée en Angleterre.

Numéro d'immatriculation 03001663.

Cette publication est également accessible en ligne à l'adresse :

plan-international.org/publications

Première publication 2010. Texte et photos © Plan 2010.

Texte, conception et photos © Plan 2010, à l'exception des photos © Plan/Alf Berg. Tous droits réservés. Aucune partie de cette publication ne peut être reproduite, archivée ou transmise sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, électronique, mécanique, photocopie ou tout autre moyen, sans l'autorisation préalable de Plan Ltd. Adresser un courrier électronique à info@plan-international.org pour toute information complémentaire.

Tous droits réservés. Adresser un courrier électronique à Plan à l'adresse info@plan-international.org pour demander l'autorisation de reproduire, archiver ou transmettre toute partie de cette publication.

Catalogue "Public Data" de la British Library.

Une fiche catalogue de ce rapport est disponible en s'adressant à la British Library.

ISBN : 978-1-906273-18-7

Laurie, Emily. (2010) Campagne Apprendre Sans Peur de Plan : Rapport d'avancement de la campagne. Woking : Plan.

Auteur : Emily Laurie, Plan

Avec la contribution de : Cesar Bazan

Conception : Bell Design

Imprimé par Park Communications sur papier certifié FSC.

Park est une entreprise certifiée CarbonNeutral® EMAS et son système de gestion de l'environnement est certifié ISO 14001.

100 % des encres utilisées sont à base d'huile végétale, 95 % des produits chimiques utilisés pour l'impression sont recyclés en vue de leur réutilisation et en moyenne 99 % des déchets associés à cette production seront recyclés.

Ce document est imprimé sur papier Revive 50:50 contenant 50 % de matières recyclées et 50 % de fibres vierges certifiées FSC provenant de sources renouvelables.

La pâte à papier utilisée dans ce produit est blanchie par un processus 100 % sans chlore (TCF).

A PROPOS DE PLAN

Fondé il y a plus de 70 ans, Plan est l'une des plus anciennes et importantes organisations de développement d'enfants au monde. Nous travaillons dans 48 pays en développement en Afrique, en Asie et en Amérique Latine afin de promouvoir les droits des enfants et d'aider des millions d'enfants à s'affranchir de la pauvreté.

Chaque année, Plan travaille avec plus de 3.500.000 enfants et leurs communautés.

Plan est une organisation indépendante, sans affiliation religieuse, politique ou gouvernementale.



FSC

Mixed Sources

Product group from well-managed
forests, controlled sources and
recycled wood or fiber

Cert no. SGS-COC-2842

www.fsc.org

© 1996 Forest Stewardship Council

